

*Les subsides*

Je suis heureux que le très honorable chef de l'opposition ait consacré un peu de son temps l'été dernier à parcourir le pays, à consulter la base et à visiter en particulier la région de l'Ouest du pays ravagée par la sécheresse. Il ne faudrait pas qu'il croie qu'il a été le seul à le faire. Au cours des quatre ou cinq derniers mois, j'ai fait une demi-douzaine de voyages dans l'Ouest, comme d'ailleurs en d'autres régions du pays. J'ai pu visiter la région touchée par la sécheresse avec beaucoup de mes collègues, en particulier le député d'Assiniboia (M. Gustafson) qui dirigeait le groupe d'étude. De toute façon, j'ai remarqué le ton de ses propos d'aujourd'hui. Il est certain qu'il est en progrès par rapport au point de vue et au style qu'il avait empruntés la dernière fois que ce sujet a été discuté à la Chambre. Je m'incline devant le ton, le style et l'approche dont il a fait preuve aujourd'hui.

Mais il y a une rectification qui s'impose. Le très honorable chef de l'opposition a déclaré que le gouvernement n'avait rempli que peu de ses promesses électorales. C'est tout à fait inexact, et je profite de l'occasion pour lui rappeler que lorsque nous nous sommes adressés à la population, nous avons pris 16 engagements clairs et nets envers l'industrie agro-alimentaire. Et, jusqu'ici, j'ai réalisé 13 de ces 16 engagements.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Ce n'est pas ce que nous calculons.

**M. Wise:** Je pense que c'est très bien comme performance. Surtout compte tenu du temps mis à le faire. Les promesses électorales valent normalement pour la durée du mandat gouvernemental, qui est d'au moins quatre ans. Nous n'en sommes qu'à notre treizième mois, et je pense que notre performance est enviable. Il a également dit qu'il y avait eu des retards, et que nous ne nous étions pas acquittés de nos responsabilités pour ce qui concerne la sécheresse de l'Ouest. C'est tout à fait inexact. Il y a un an, nous avons démarré rapidement, peu de temps après notre prise de fonction. Je me suis rendu dans l'ouest du Canada avec plusieurs de mes collègues du cabinet. Nous avons débloqué 16 millions de dollars en paiements-sécheresse à ce moment-là. Puis, quelques semaines plus tard, nous avons fourni encore 13 ou 15 millions pour l'excès d'eau dans l'ouest du Canada.

Malheureusement, la sécheresse a encore sévi cette année, mais nous avons à nouveau accepté nos responsabilités. Nous avons mis sur pied un comité. Je suis allé là-bas et j'ai parcouru la région. Comme le sait le chef de l'opposition, nous avons consacré quelque 48 millions de dollars à la première phase de ce programme. Ce n'est pas être négligent, mais bien assumer ses responsabilités.

Nous allons entamer la deuxième phase. Notre gouvernement croit à la nécessité de consulter les gouvernements provinciaux. Nous ne voulons pas agir de façon unilatérale. Nous croyons aussi qu'il faut consulter les milieux industriels. C'est là le processus que nous allons maintenant engager pour que la deuxième phase recueille l'approbation générale des gouvernements provinciaux et des producteurs. Il n'y a absolument pas de retard. Nous voulons seulement être assurés que ce que nous proposerons soit dans le meilleur intérêt des agriculteurs de l'Ouest.

Le chef de l'opposition a aussi parlé de la nécessité de prévoir quelque mécanisme ou programme fédéral-provincial

permanent capable de s'occuper des situations catastrophiques. J'en conviens. Nous faisons tout ce que nous pouvons. Lorsque viendra le temps d'annoncer la deuxième phase, nous espérons être au moins en mesure d'indiquer ce qui, à notre avis, devrait être fait. Et je suis sincère quand je parle de ce qui peut et doit être fait. Nous connaissons tous l'importance du programme d'assurance-récoltes. Il s'est révélé très utile au fil des années, mais il doit être modifié, du moins en partie. Il doit être repensé, amélioré, revalorisé. Il doit renfermer une disposition à l'intention des agriculteurs des régions à risques élevés. Ce n'est pas seulement dans l'Ouest, mais aussi dans le nord de l'Ontario et ailleurs au Canada, que le système actuel ne prévoit pas l'acquisition d'une protection additionnelle. Tant que ces options n'auront pas été incluses dans le programme d'assurance-récolte, il nous faudra toujours recourir à des versements spéciaux.

Je vois que le chef de l'opposition est toujours présent à la Chambre. Comme j'ignore son programme, cet après-midi, je vais dès maintenant répondre à l'opposition qui semble vouloir jeter le blâme entièrement sur le gouvernement. Le chef de l'opposition voulait sans doute signaler aux Canadiens qu'il se dégageait lui-même, tout comme l'ancien gouvernement, de toute responsabilité concernant la situation actuelle. Pour être franc, je doute qu'il soit très convaincant. La plupart des difficultés que nous éprouvons aujourd'hui ne datent pas de ces treize derniers mois. Elles sont plutôt l'aboutissement de faits qui se sont produits au début des années 70, à une époque où nous n'étions pas au pouvoir. Certains avis donnés par de prétendus experts ont grandement nui à divers secteurs, dont l'agriculture, ces trois ou quatre dernières années. Malheureusement, nous devons en subir les conséquences pendant quel que temps encore. A l'époque en question, soit dans les années 70, beaucoup d'études visant à renseigner les gouvernements, les banques et les entrepreneurs sur les mesures à prendre au cours de la décennie révélaient que, dans le secteur agro-alimentaire, tout semblait indiquer que les taux d'intérêt demeureraient très stables.

**M. le vice-président:** Je regrette d'interrompre le député mais, comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

**REPRISE DE LA SÉANCE**

La séance reprend à 14 heures.

**M. le vice-président:** Lorsque la séance a été suspendue, à 13 heures, la parole était au ministre de l'Agriculture.

**M. Wise:** Merci, monsieur le Président. Lorsque nous avons suspendu la séance, à 13 heures, j'avais parlé de certains des domaines et des questions traités par le très honorable chef de l'opposition. J'avais essayé de corriger ce qui avait été dit et de préciser les faits. J'avais parlé des engagements pris lors de la campagne électorale et traité, de façon adéquate je pense, de la manière positive, rapide et responsable dont le gouvernement s'est occupé de la sécheresse dans l'ouest du Canada.